
Le Droit De L Urbanisme

Thank you very much for reading **Le Droit De L Urbanisme**. As you may know, people have look numerous times for their chosen readings like this Le Droit De L Urbanisme, but end up in malicious downloads.

Rather than enjoying a good book with a cup of coffee in the afternoon, instead they juggled with some infectious virus inside their desktop computer.

Le Droit De L Urbanisme is available in our digital library an online access to it is set as public so you can download it instantly.

Our book servers spans in multiple countries, allowing you to get the most less latency time to download any of our books like this one.

Kindly say, the Le Droit De L Urbanisme is universally compatible with any devices to read

*Le Droit De L
Urbanisme*

*Downloaded from
joniandfriendstv.org by
guest*

TIANA NATHANAEL

Le droit de l'urbanisme Le Moniteur
Le Droit de l'urbanisme intéresse tous

les acteurs de la vie publique, car il est au carrefour d'enjeux majeurs, que l'actualité ne cesse de rappeler. Ce droit exige des approches globales mais il repose sur des pratiques nécessairement locales. Il révèle les interactions entre les politiques publiques, notamment celles de l'urbanisme, de la construction, de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Ce droit étant en constante évolution, le livre tient compte des dernières réformes intervenues y compris la loi sur la biodiversité du 8 août 2016. Il comporte un référentiel significatif, notamment jurisprudentiel. Cet ouvrage est une synthèse claire, structurée et accessible du Droit de l'urbanisme. – Etudiants en Licence et Master Droit – Etudiants de filières professionnalisées – Candidats aux

concours de la Fonction publique – Praticiens du droit de l'urbanisme et acteurs de ce secteur d'activité.

Le droit de l'urbanisme LGDJ

Publié chaque année depuis 21 ans, le DAUH est la mémoire du droit de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'habitat. Le DAUH est le seul inventaire annuel commenté des évolutions législatives, réglementaires, jurisprudentielles et doctrinales, ce qui en fait un recueil incontournable pour la maîtrise de la matière. Ainsi, cette 21^e édition, comme les précédentes, comprend trois parties : La première partie comporte un dossier intitulé "Mieux utiliser le droit de l'urbanisme pour prévenir les risques naturels", ainsi qu'une étude des incidences de la loi du 7 juillet 2016 "relative à la liberté de

création, à l'architecture et au patrimoine" sur les espaces protégés et l'urbanisme. La deuxième partie de l'ouvrage rend compte de l'évolution des textes officiels, de la jurisprudence, de la doctrine et de la pratique au cours de l'année écoulée au travers de 13 chroniques thématiques : administration et acteurs, aménagement du territoire, planification et règles d'urbanisme, protection de la nature et de l'environnement, patrimoine culturel immobilier, politique foncière, fiscalité et participations, opérations d'aménagement, autorisations d'urbanisme, contentieux, habitat et politique de la ville, etc. Enfin, la troisième partie, consacrée aux différents droits de l'urbanisme étrangers, comporte la présentation du

nouveau Code de développement territorial de la région wallonne. Droit de L'urbanisme PU Rennes

En un quart de siècle, le littoral est devenu un espace essentiel et sureoccupé, sur lequel se nouent des conflits forts importants d'occupation de l'espace. Les intérêts des uns et des autres, gestionnaires, utilisateurs divers, défenseurs de l'environnement, touristes, apparaissent opposés. Les pouvoirs publics eux mêmes sont souvent en désaccord : les élus locaux considèrent fréquemment, en effet, que les autorités d'État qui, au nom de l'intérêt général, élaborent et tentent de faire appliquer des règles générales, les empêchent de répondre correctement à la modification de l'ampleur et des modes de la consommation touristique

et de l'activité économique. Ce livre a pour ambition de présenter, le plus complètement mais le plus simplement possible, les réponses aujourd'hui fournies par le droit à la question fondamentale : où et comment est-il encore possible de construire sur le littoral ? À ce titre, sont d'abord étudiés dans le détail les règles et principes fixés par la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, à la protection et à la mise en valeur du littoral. Mais le législateur retient parfois des notions imprécises : espaces proches du rivage, espaces remarquables, coupures d'urbanisation, etc., il faut donc que le juge administratif, espèce après espèce, donne leur sens pratique aux expressions législatives plus ou moins

floues, ce qu'il fait en étendant au maximum l'aspect " protection " au détriment de l'aspect " développement ". Les principales décisions rendues seront analysées. Là où il est encore possible d'urbaniser, la gestion intégrée du littoral doit comprendre les différents paramètres des projets d'aménagement. Seront ainsi présentés, ensuite, les différents schémas de planification stratégique qui fixent ces divers éléments. Le livre de Jean-Marie Bécet intéressera donc un public très diversifié : élus et responsables des collectivités locales, représentants des organismes professionnels ou des mouvements associatifs, universitaires, promoteurs immobiliers et, d'une manière générale, tous ceux qui se sentent concernés par le littoral. La manière dont est conçu

l'ouvrage le rend accessible à tous ces lecteurs potentiels.

Droit de l'urbanisme et protection du patrimoine Gualino Editeur

Le Droit de l'urbanisme intéresse tous les acteurs de la vie publique, car il est au carrefour d'enjeux majeurs, que l'actualité ne cesse de rappeler. Ce droit, aux enjeux de plus en plus globaux mais aux pratiques éminemment locales, révèle les interactions entre les politiques publiques, notamment celles de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Ce droit étant en constante évolution, le livre tient compte des dernières réformes intervenues et chaque chapitre comporte des références doctrinales et jurisprudentielles. et ouvrage est une synthèse claire, structurée et accessible

du Droit de l'urbanisme.. (Source : 4e de couverture)

Le droit de l'urbanisme littoral Lexis Nexis

L'évolution contemporaine a poussé au développement d'une série de droits qui, tout en existant à l'état latent auparavant, ont vu leur importance croître au fur et à mesure des exigences et des besoins des sociétés modernes. Si tels sont les cas du droit de l'urbanisme, de la construction, des télécommunications et de l'eau - particulièrement au Moyen-Orient où la question de l'eau a une valeur politique autant qu'économique et sociale - aucun toutefois n'a connu le développement enregistré par le droit de l'environnement. En effet, partant de simples dispositions législatives ou

administratives relatives à divers domaines, particulièrement en matière de responsabilité, une conceptualisation des plus élaborées s'est accentuée, faisant de ce domaine un secteur avancé de la réflexion sur le droit des citoyens à une qualité de vie conforme à un environnement sain et protégé. Cet ouvrage, dans sa nouvelle édition revue et mise à jour, constitue une contribution à ce vaste mouvement mondial visant à l'étude des législations en matière d'urbanisme, de construction, d'environnement, de ressources hydrauliques et d'exploitation rurale. La législation libanaise, s'inspirant largement de la législation française, a permis de doter le Liban d'un dispositif juridique considérable. Cet ouvrage se propose de présenter l'état de la

législation et de la jurisprudence dans les domaines considérés et des réformes actuellement en cours, visant à l'intégration des concepts de l'environnement et du développement durable dans la vie législative et administrative libanaise, et la participation active à cette profonde transformation juridique qui caractérise nos sociétés contemporaines.

Droit de l'urbanisme Editions
L'Harmattan

Cet ouvrage met en lumière les fonctions que joue le permis de construire dans le respect des règles d'urbanisme. Ces fonctions sont primordiales aussi bien pour l'administration que pour l'administré. À travers les textes de loi et la jurisprudence, la doctrine d'origine française et camerounaise est mise en

relief comme un instrument d'une importance capitale avant toute construction. Le permis de construire constitue comme divers autres actes administratifs le support pour l'accomplissement des missions de l'administration. A ce titre, ses fonctions sont tournées vers l'intérêt général. Celles-ci se déclinent en la certification foncière et au respect de la destination foncière. La certification obéit à des règles spéciales sans lesquelles les mises en valeur seraient frappées d'irrégularité. Quant au contrôle de la destination foncière, il vise la vérification par l'administration de l'évolution des travaux. Des sanctions sont possibles en cas de non-respect des règles d'urbanisme et de construction.

Le droit de l'urbanisme et de

l'environnement au Liban Al Manhal

Cet ouvrage est une réédition numérique d'un livre paru au XXe siècle, désormais indisponible dans son format d'origine.

Le droit de l'urbanisme au Congo

Éditions Larcier

Le droit de l'urbanisme est « une branche du droit relativement récente »(1) en France et encore plus en Tunisie notamment car la plupart des branches du droit public y sont d'implantation plus récente(2). De plus, l'intérêt présenté par les chercheurs pour l'étude de ses textes de référence remonte à une vingtaine d'années(3). Somme de textes juridiques menant à une réflexion d'ensemble et à des questionnements permanents, une branche de droit est conceptualisation et systématisation. Ces derniers éléments sont encore

balbutiants en Tunisie(4). Le droit de l'urbanisme y constitue un corpus de textes, soit spécifiques, soit relatifs à d'autres matières voisines et, d'autre part, une simple discipline enseignée dans les amphithéâtres de certaines facultés. Encore mal connu, hormis par ses hommes (urbanistes, architectes, techniciens de l'administration, aménageurs du territoire...), aux techniques encore peu rôdées, il est pourtant soumis à de rapides et continues transformations et adaptations, liées à la nature même de sa matière. Il s'agit d'un droit technique *Droit de l'aménagement, de l'Urbanisme et de l'Habitat 2022* Le Moniteur

Le droit de l'urbanisme a connu depuis le début des années 2000 de nombreuses et importantes réformes qui l'ont

renouvelé en profondeur. Aux objectifs traditionnels de cette discipline (sécurité, salubrité, desserte par les réseaux, esthétisme) s'en sont ajoutés de nouveaux, au premier rang desquels figurent la construction de logements et la préservation de l'environnement. Tous les leviers ont été mobilisés à cette fin : les règles nationales, modifiées pour intégrer ces exigences ; les documents d'urbanisme, désormais soumis à évaluation environnementale et investis d'une mission de lutte contre l'artificialisation des sols et l'érosion côtière ; le droit de préemption, dont les finalités d'utilisation se sont trouvées élargies ; les autorisations d'urbanisme, délivrées plus rapidement et sécurisées afin d'accélérer la production de logements ; l'aménagement, mis au

service du développement durable. Il en a résulté une multiplication des normes, des procédures et des régimes, qui met la règle au service d'un projet et favorise une adaptation de celle-ci à la diversité des situations, mais génère dans le même temps une sophistication extrêmement poussée du droit de l'urbanisme et, par là-même, une réelle complexité de celui-ci. L'ambition de cet ouvrage est de favoriser l'accès à ce droit et sa compréhension en en faisant un outil directement opérationnel. Toutes les règles d'urbanisme y sont regroupées, y compris celles présentes dans d'autres codes, éclairées par les jurisprudences, circulaires et réponses ministérielles pertinentes. La règle est analysée dans son contenu, son fondement, sa portée et ses limites. De

nombreux exemples et définitions sont mentionnés.

Le permis de construire dans le droit de l'urbanisme Editions

L'Harmattan

Cet ouvrage a pour objectif de présenter le droit français de l'urbanisme, ainsi que les principaux outils et mécanismes juridiques auxquels il a recours. Il se propose de faciliter l'accès d'un public en formation, initiale ou continue, à une discipline technique relativement ardue. Dans ce but, il fournit à la fois des éléments d'analyse théorique et des informations pratiques. Il a pris le parti d'alléger, autant que faire se peut, les références bibliographiques et jurisprudentielles. En revanche, il a tenu à citer ou mentionner les dispositions textuelles que l'on peut considérer

comme indispensables à la compréhension du droit positif. Il intègre, bien entendu, le contenu des réformes législatives intervenues au cours du second semestre 2003°; en particulier, la loi "°urbanisme et habitat°" de juillet 2003. L'ouvrage expose tout d'abord les questions de planification spatiale (chapitre 1 et 2) puis celles liées à l'intervention publique foncière (chapitre 3) ainsi qu'aux opérations d'aménagement urbain (chapitre 4), et, enfin, aux autorisations individuelles d'urbanisme soit pour l'essentiel le permis de construire (chapitre 5).

Dynamiques du droit de l'urbanisme Le Moniteur

La croissance rapide et désordonnée des villes est le trait qui caractérise l'urbanisation du Congo. Les causes sont

diverses et variées. Pour permettre de contrôler et maîtriser la terre pour les besoins de l'urbanisation, des stratégies publiques ont été mises en place depuis la lointaine époque coloniale jusqu'à nos jours. Toutes ces stratégies ont échoué à cause des pratiques que les utilisateurs privés de la terre développent et dont les logiques sont opposées à celles des pouvoirs publics. Cette conclusion cinglante autorise-t-elle à considérer qu'il faut lâcher prise ?

Droit de l'aménagement, de l'urbanisme, de l'habitat LGDJ

Sous l'empire de la procédure du sursis à exécution, l'urbanisme avait cristallisé l'impuissance du juge administratif à prévenir les conséquences difficilement réparables de certaines décisions administratives, telles que celles

délivrant un permis de construire. En effet, le temps que le juge du fond se prononce sur la légalité de l'autorisation d'urbanisme, les travaux qui étaient autorisés par cette dernière pouvaient être achevés. Le juge se retrouvait ainsi devant le fait accompli alors même que ladite autorisation était finalement illégale. La décision du juge administratif apparaissait alors comme quasiment dépourvue d'effet puisque les mesures de démolition, qui relèvent de la seule compétence du juge judiciaire, ne sont qu'exceptionnellement prononcées. Se posait alors la question de l'effectivité des décisions de justice rendues par le juge administratif et donc, par voie d'incidence, de la légitimité de ce dernier. Cette thèse tend à démontrer comment le législateur et surtout le

Conseil d'Etat, au travers de sa jurisprudence, ont su adapter l'office du juge des référés en matière d'urbanisme, au regard de ses devoirs et de ses pouvoirs afin qu'il puisse répondre aux exigences propres à cette matière et satisfaire ainsi les attentes légitimes des justiciables du XXI^e siècle.

Le juge judiciaire et le droit de l'urbanisme

Le Moniteur Editions
À jour du Grenelle II Le dictionnaire pratique sous la direction scientifique de Yves Jégouzo. De la loi SRU de 2000, en passant par la loi ENL de 2005 et la réforme des autorisations d'urbanisme de 2007, le droit de l'urbanisme connaît des évolutions juridiques majeures. En outre, la loi « Grenelle II » de 2010, dont le but est d'introduire dans cette matière le développement durable, a marqué

une nouvelle étape dans cette mutation. Cet ouvrage présente et décrypte l'intégralité du droit de l'urbanisme et son environnement juridique, mais également de ses matières connexes comme le droit du patrimoine, de l'environnement, de l'expropriation et celui de l'aménagement (ZAC, concessions d'aménagement, lotissements), matières si fondamentales à l'organisation du territoire et des modalités de construction des projets d'aménagement. Avec plus de 600 entrées classées par ordre alphabétique, cet ouvrage offre une approche pratique et didactique du droit de l'urbanisme et fournit les définitions permettant ainsi aux utilisateurs de ce dictionnaire d'en maîtriser toutes les aspérités juridiques : planification urbaine, réchauffement

climatique, amélioration des techniques de constructions, régime des autorisations d'urbanisme, protection du patrimoine bâti et non bâti, responsabilités des collectivités et des constructeurs, etc. Grâce à cet ouvrage, les praticiens de l'urbanisme disposeront, dans un document unique, de toutes les notions utiles à la compréhension de ce droit complexe et à la mise en oeuvre de tout projet d'aménagement.

Recherches sur le droit de l'urbanisme avant la Révolution Editions Eyrolles
Publié chaque année depuis 1996, le DAUH est l'ouvrage de référence en droit de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'habitat. Il constitue le seul et unique inventaire annuel commenté de toutes les évolutions juridiques (lois, textes

réglementaires, jurisprudence, doctrine) de l'année échu. Cette 16^e édition, à l'instar des précédentes, comporte trois parties. La première partie présente des études, signées par des spécialistes reconnus, de sujets d'actualité tels que les apports récents de la jurisprudence de la CJUE au droit de l'urbanisme français, les questions prioritaires de constitutionnalité (QPC) posées en 2011, la mise en oeuvre de la réforme de la fiscalité de l'aménagement, des lotissements et celle des procédures d'élaboration et de gestion des documents d'urbanisme, le Grand Paris, ainsi que le " projet " de secteur de projet. Dans la deuxième partie, l'ouvrage rend compte de l'évolution des textes officiels, de la jurisprudence, de la doctrine et de la pratique au cours de

l'année écoulée au travers de treize chroniques thématiques traitant de l'aménagement du territoire, de la planification et des règles d'urbanisme, de la protection de la nature et de l'environnement, du patrimoine culturel immobilier, de la politique foncière, de la fiscalité et participations, des opérations d'aménagement, des autorisations d'urbanisme, du contentieux, de l'habitat et de la politique de la ville, et de l'actualité de l'outre-mer. Enfin, la troisième partie, consacrée aux droits de l'urbanisme étrangers, présente cette année les évolutions récentes intervenues en Espagne et au Portugal et comporte une étude sur l'expropriation en Chine. Destiné aux juristes et aux professionnels de l'aménagement et de l'urbanisme, le

DAUH 2012 constitue un outil précieux et opérationnel pour comprendre les mutations majeures que connaissent ces deux matières depuis plusieurs années.

La commune, l'urbanisme et le droit

Gualino Editeur

Réforme après réforme, le droit de l'urbanisme n'a cessé de s'enrichir et de se complexifier pour prendre en compte les objectifs de lutte contre l'insalubrité, de développement de l'activité économique, de protection du patrimoine et de développement durable. Grâce à son approche sous forme de chapitres synthétiques illustrés et suivant la structure de Code de l'urbanisme, cet ouvrage fournit les clés pour comprendre simplement les principaux éléments du droit des sols et de l'aménagement du territoire : règles

nationales d'urbanisme, documents locaux de planification (PLU, SCoT, carte communale), outils de l'aménagement et de l'action foncière (droits de préemption, ZAC, financement, etc.) régime et instruction des autorisations et déclarations applicables à tous types de travaux (sur constructions nouvelles ou existantes), etc. "Comprendre simplement le droit de l'urbanisme" offre une analyse complète et claire permettant : - de connaître et respecter les règles d'occupation des sols ; - de maîtriser les règles de la planification urbaine pour pouvoir aménager l'espace public et privé de façon cohérente, harmonieuse et durable ; - d'identifier les outils réglementaires et opérationnels dont disposent les acteurs publics pour mettre en oeuvre une

politique d'aménagement, qu'elle s'inscrive dans un contexte local ou national. De nombreux schémas et tableaux illustrent et explicitent les procédures et les termes les plus techniques afin de faciliter la compréhension des règles applicables. Cette deuxième édition intègre les dernières réformes, notamment les ordonnances de modernisation des SCoT et de simplification de la hiérarchie des normes en droit de l'urbanisme, entrées en vigueur le 1er avril 2021. Cet ouvrage s'adresse aux professionnels de l'aménagement et de l'urbanisme (élus, architectes, entrepreneurs en bâtiment, tec.), aux étudiants (urbanistes, géographes, etc.) et aux juristes qui souhaitent s'initier à cette matière aussi dense que foisonnante.

Droit de l'urbanisme Le Moniteur
Les questions juridiques liées à l'urbanisme connaissent un développement considérable. Il ne se passe pas un jour sans que la grande presse se fasse l'écho des réactions et recours que suscite tel projet ou tel permis. Les modifications législatives, qui se succèdent à un rythme effréné, sont annoncées avec fracas et les nouveaux plans d'aménagement présentés au public avec fierté. Parallèlement, le droit de l'urbanisme paraît de plus en plus complexe, notamment en raison de la régionalisation de la matière. Malgré un passé commun marqué par l'héritage de la loi du 29 mars 1962 et un avenir commun lié au développement des directives adoptées au niveau européen,

les législations régionales connaissent depuis plusieurs années des évolutions spécifiques à chaque région. Cet ouvrage, entièrement remanié et mis à jour depuis sa première édition, se veut un exposé global de la matière permettant aux architectes, notaires, avocats et autres praticiens concernés par un problème d'urbanisme de connaître les principes applicables aux différentes situations qui peuvent se rencontrer en la matière. Il examine, dans une perspective comparative, l'ensemble des règles en vigueur dans les trois régions.

Droit de l'Urbanisme Le Moniteur Editions

Au coeur de l'actualité, le droit de l'urbanisme est une matière transversale, prolifique, tentaculaire,

marquée par une grande insécurité juridique. Il est également un droit en pleine transition environnementale, la gestion économe des espaces apparaissant désormais comme un principe de fond du droit des sols. Le droit de l'urbanisme reste une discipline marquée par deux conceptions opposées du droit de propriété : celle de la personne privée (intérêt personnel) et celle de la puissance publique (usage dans l'intérêt général). Il a pour objet la conciliation de l'intérêt général avec les intérêts particuliers des propriétaires du sol et des constructeurs. Composé de 3 parties, cet ouvrage développe successivement : la réglementation de l'occupation des sols ; les autorisations d'occupation du sol ; l'urbanisme opérationnel. Le présent ouvrage a pour

objet non seulement d'analyser le droit positif mais également de donner une vue d'ensemble du droit de l'urbanisme, confronté ces dernières années, à de profondes mutations. C'est un droit évolutif qui subit une instabilité incessante de ses règles amenant les juridictions à jouer un rôle essentiel de régulation. Outre la loi du 24 mars 2014, dite loi ALUR, qui constitue la réforme d'urbanisme la plus récente traitant à la fois de la modernisation des règles d'urbanisme et de la transition écologique des territoires, cette première édition est à jour des normes législatives et réglementaires les plus récentes. L'ouvrage s'adresse aux étudiants de niveau master (1 et 2, droit public/droit privé), des IEP, à ceux qui suivent une formation en notariat

(Licence Pro, DSN, etc.), ainsi qu'à tous ceux qui se destinent aux fonctions d'encadrement dans les services d'urbanisme des collectivités territoriales et de l'Etat. Il intéressera également les praticiens concernés par toutes les questions d'urbanisme, ainsi que les agents et élus locaux amenés à intervenir dans ce domaine. Dense, argumentée et inscrite dans l'actualité, cette première édition donne les clés pour comprendre les évolutions actuelles du droit de l'urbanisme.

Le transport et le droit de l'urbanisme
Economica, Editions (FR)

Il existe aujourd'hui un consensus très fort autour de la nécessité de maintenir à la disposition des générations futures le patrimoine culturel immobilier envisagé sous ses formes les plus

variées, du décor d'une façade, de l'aménagement d'une cour, jusqu'au paysage urbain dans son ensemble, pourvu qu'il soit de qualité, en passant par tous les types d'ouvrages ou ensemble d'ouvrages remarquables. A aucun moment de notre histoire, les pouvoirs publics n'ont eu autant conscience des enjeux historiques, culturels, économiques et sociaux que représentent la conservation et la mise en valeur de l'héritage immobilier. Ce devoir de mémoire, rendu plus crucial par l'accélération de l'histoire et l'incertitude des temps à venir, transcende tous les clivages. Le triomphe du patrimoine bâti est-il pour autant capable de résister à la profonde transformation de l'espace urbain qui s'annonce ? Stigmatisée pour avoir

participé à créer les déséquilibres sociaux et environnementaux dont elle souffre aujourd'hui, la ville est, en effet, sommée d'évoluer. Elle doit se rénover, devenir plus compacte et moins consommatrice d'espaces naturels et d'énergie primaire, produire du lien social au lieu de diviser. Il lui appartient, en somme, de renaître sur des bases plus respectueuses de l'homme et de son environnement. Ce programme entre inéluctablement en conflit avec les politiques patrimoniales qui reposent sur le respect de l'existant. De nouveaux équilibres doivent ainsi être trouvés. Des compromis entre la préservation de la mémoire des lieux et la régénération du bâti sont à définir. Ce guide complet explore minutieusement le Code de l'urbanisme pour identifier les divers

mécanismes mis en place. Afin d'en saisir toute la richesse, l'auteur recense les dispositifs, explique leur contenu et leur portée au regard de la jurisprudence et des pratiques, les confronte aux procédures instituées par le Code du patrimoine.

Droit de l'urbanisme, 2023-2024 Dalloz-Sirey

Le droit de l'urbanisme est omniprésent : il régit l'espace dans lequel chaque citoyen vit et agit au quotidien, il détermine les projets individuels et collectifs de construction et d'aménagement, il affecte les droits et le patrimoine des propriétaires. Ce droit a la réputation d'être complexe et instable. Mais il a une logique interne qui est ancienne et profonde et dont la compréhension est essentielle pour tous

ceux qui ont à apprendre ou à utiliser cette branche du droit. C'est là l'objet principal de cet ouvrage : mettre à même le lecteur de comprendre ce droit pour l'utiliser au mieux. Il s'appuie sur une mise en perspective historique qui permet d'introduire les composantes de ce droit dans leur contexte naturel et d'expliquer leur évolution, parfois chaotique, parfois hésitante, mais répondant à une nécessité. Sont ainsi mis en perspective la planification urbaine et ses outils actuels, principalement le PLU et le SCOT, l'urbanisme opérationnel né avec la croissance urbaine rapide des années 1950 et enfin la police de l'urbanisme, qui se manifeste par le permis de construire, objet de tant de passion et parfois d'incompréhension. Des "focus"

clairs et synthétiques sont présentés sur les thèmes essentiels de la matière : la hiérarchie des normes d'urbanisme (quelles règles s'appliquent à un projet de construction ou d'aménagement ?), la police de l'urbanisme (quel est le régime du permis de construire ?), l'urbanisme opérationnel ainsi que le contentieux auquel donnent lieu les documents et les autorisations d'urbanisme. Le droit de l'urbanisme est la manifestation du régime administratif si puissant en France. Il est contraignant mais également protecteur. Il offre des potentialités et comporte des outils nombreux et puissants. Sa complexité correspond également à son ambition, qui est vaste. C'est pourquoi le présent ouvrage doit permettre au lecteur, qu'il soit praticien, juriste, étudiant ou

seulement confronté à ce droit, de tirer parti de sa complexité.

Dictionnaire du droit de l'urbanisme

FeniXX

L'environnement juridique et la géographie de l'aménagement du territoire sont en constantes évolutions et ont récemment connu de multiples et profondes transformations. Les grandes législations de l'urbanisme, depuis la loi SRU du 13 décembre 2000 jusqu'à la loi ALUR du 24 mars 2014 et la loi du 6 août 2015 pour la croissance sont abordées dans ce manuel. La loi NOTRe du 7 août 2015 est également expliquée dans ces réformes ayant trait à l'aménagement du territoire. Ce livre, élément rare dans un manuel de droit de l'urbanisme, comprend un guide complet des règles de la domanialité et de l'entretien des

bâtiments religieux ainsi que des cimetières, questions cruciales pour la plupart des communes aujourd'hui. Font également l'objet d'une fiche spécifique les tenants et aboutissants de l'aménagement numérique. Cet ouvrage pour tous les thèmes fondamentaux de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, apporte une réelle expertise et des connaissances conséquentes. Pour chaque problématique est construite une fiche pratique. Chacune de ces fiches comporte une mention et explication des principaux textes liés à la question

traitée. Pour chacune d'entre elles, sont aussi élaborés des schémas et exemples concrets illustrant les applications les plus courantes du droit de l'aménagement du territoire. Etudiants et professionnels (agents des collectivités territoriales, promoteurs immobiliers, aménageurs, agences d'urbanisme ainsi que cabinets travaillant à l'élaboration des documents d'urbanisme) trouveront ici un panorama complet et à jour des dernières évolutions du droit de l'urbanisme.